

Unité Départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44036 Nantes Cedex 2

Nantes, le 5/02/26

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AIRBUS ATLANTIC

RUE DE L'AVIATION
44340 Bouguenais

Référence : N5-2026-057
Code AIOT : 0006300949

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/01/2026 dans l'établissement AIRBUS ATLANTIC implanté Rue de l'Aviation 44340 Bouguenais. L'inspection a été annoncée le 13/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite se déroule dans le cadre du respect du programme pluriannuel de contrôle (PPC).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AIRBUS ATLANTIC
- Rue de l'Aviation – 44340 Bouguenais
- Code AIOT : 0006300949
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société AIRBUS ATLANTIC sise rue de l'Aviation à Bouguenais, a une activité de fabrication de caissons centraux de voilure, de poutres ventrales, de rudders (gouvernails), d'entrées d'air à réacteur et de radômes.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de

l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dépollution des COHV dans les eaux souterraines	AP Complémentaire du 14/01/2020, article III	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	COHV dans l'air intérieur	AP Complémentaire du 14/01/2020, article IV	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Suivi du drainage des eaux sous le bassin n°5	AP Complémentaire du 02/03/2023, article 15	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 57	Demande d'action corrective	1 mois
5	Maintenance des filtres	Règlement européen du 18/12/2006, articles 60-§9-d et f	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Émissions atmosphériques de Chrome VI	AP Complémentaire du 02/03/2023, article 12	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Registre MCP	Code de l'environnement du 20/12/2018, articles R.515-114, R.515-115 et R.515-116	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	VLE chaudières (existantes)	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 10-III	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Système de traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 16	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Contrôle des rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, articles 9.1 et 10.1	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté, au cours de ce contrôle, des non-conformités pour lesquelles l'exploitant devra justifier de mesures correctives.

L'exploitant fera part de l'ensemble de ses propositions d'actions correctives sous 1 mois accompagnées d'un échéancier de mise en œuvre.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Dépollution des COHV dans les eaux souterraines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/01/2020, article III
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux souterraines
Prescription contrôlée : <u>Inspection du 12/06/2025 :</u>

Dans son courrier en réponse transmis le 03/02/2025, l'exploitant annonçait réaliser des tests de désorption massive au droit des zones n°3 et 4 en 2025. Les résultats des ARR prédictives seraient transmis dès finalisation.

Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué que les tests de désorption massive n'ont pas démarrés, celui-ci étant en recherche d'autres techniques à mettre en œuvre pour procéder à la dépollution des différentes zones restantes.

Il a présenté les coûts de dépollution estimés de chacune des zones ainsi que le calendrier prévisionnel associé. Pour les zones n°2, 3, 5 et 6, ce coût est compris entre 300 et 700 000 €. Pour la zone n°4, compte-tenu de la taille de la zone impactée, celui-ci est estimé à 2.8 M€.

Le calendrier présenté, bien que non acté par la direction du groupe AIRBUS, prévoit la dépollution totale du site à l'échéance 2031 (zone n°3 en 2026, zone n°5 en 2027, zone n°4 en 2028-2029 et zones n° 2 et 6 en 2030).

Ce calendrier devra, une fois validé par la direction du groupe, être porté à connaissance du Préfet pour être retranscrit dans un arrêté préfectoral complémentaire.

→ L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, avant la fin de l'année 2025, le calendrier de dépollution des 5 zones restantes. Il engage, dans les plus brefs délais, les essais afin de démarrer la dépollution de la zone n°3 dès 2026.

En cas de non transmission de ce calendrier ou de non- respect de celui-ci, une mise en demeure sera proposée au préfet.

Constats :

Dans son courrier en réponse du 18/07/2025, l'exploitant confirme que les investissements à envisager sont importants, nécessitent la validation du Groupe AIRBUS et la gestion sera portée par une assistance à maîtrise d'ouvrage pérenne. Il confirme le démarrage de la dépollution de la zone n°3 en 2026.

Le jour de l'inspection, il a indiqué que sur les 6 sociétés qui ont été consultées pour l'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO), seules 4 ont apporté une réponse satisfaisante en décembre 2025.

L'exploitant s'est engagé à désigner l'AMO sélectionnée en février 2026, laquelle devrait remettre un plan de gestion à jour avant l'été 2026, pour un démarrage de la dépollution au 4^{ème} trimestre 2026.

Il s'est également engagé à transmettre le calendrier de dépollution définitif, sous forme d'un Porter à Connaissance, au 3^{ème} trimestre 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

→ L'exploitant informe l'inspection des installations classées tout au long de l'année 2026 de l'avancée du projet de dépollution réalisée par l'AMO. Notamment, il fait des points d'étape quand celle-ci aura été sélectionnée et que le plan de gestion sera finalisé.

Il transmet le Porter à Connaissance présentant la dépollution des différentes zones (calendrier et attendus en termes de dépollution) avant la fin de l'année 2026, et démarre les travaux de dépollution de la zone 3 dès que possible. A défaut, un arrêté de mise en demeure pourra être proposé par l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N°2 : COHV dans l'air intérieur

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/01/2020, article IV

Thème(s) : Risques chroniques, Impact sur l'air intérieur

Prescription contrôlée :

Inspection du 12/06/2025 :

Dans son courrier en réponse transmis le 03/02/2025, l'exploitant a joint les rapports 2024 de contrôle de la qualité de l'air ambiant.

Les valeurs en COHV au droit de la zone 3 (bâtiment K33) sont stables, bien que démontrant la présence d'une pollution sous-jacente. Cette zone est concernée par la dépollution qui va démarrer en 2026.

Au droit de la zone 5 (bâtiment K15), les valeurs en COHV (notamment en cis et trans-1-2-dichloroéthylène) sont en augmentation et ne sont plus couvertes par les hypothèses de l'EQRS réalisée en 2023.

Par conséquent, une mise à jour de celle-ci a été réalisée. Le rapport démontre l'acceptabilité du risque malgré l'augmentation de la concentration en COHV ($QD = 0,07$ et $ERI = 1,04 \cdot 10^{-6}$).

Seule l'hypothèse d'une dégradation totale en chlorure de vinyle remet en cause la compatibilité sanitaire ($QD = 0,11$ et $ERI = 1,4 \cdot 10^{-5}$). Ceci démontre la nécessité de procéder à la dépollution de la zone rapidement.

→ L'exploitant poursuit la surveillance semestrielle de la qualité de l'air ambiant. En cas de dépassement des valeurs de référence ayant servi à la réalisation de l'EQRS initiale, il actualise cette dernière afin de caractériser l'acceptabilité sanitaire.

→ Cf. point de contrôle précédent pour la transmission du calendrier de dépollution de l'ensemble des zones restantes.

Constats :

Dans son courrier en réponse du 18/07/2025, l'exploitant a transmis le rapport SEREA relatif au suivi de la qualité de l'air ambiant du 1^{er} semestre 2025.

Les teneurs en COHV relevées, bien que du même ordre de grandeur que les campagnes précédentes, sont supérieures à celles retenues dans le cadre de l'EQRS réalisée au 2nd semestre 2023, notamment sur les zones 1, 3, 4-S22 et 6.

Par conséquent, la mise à jour de l'EQRS a été réalisée. Le calcul de risque a été formalisé, pour chacun des dépassements, selon 3 scénarios :

1. Calcul au regard des valeurs relevées lors de la campagne de juin 2025 ;
2. Calcul au regard des valeurs maximales relevées pour chaque substance depuis le 2nd semestre 2023 ;
3. Calcul en cas de dégradation totale des composés en chlorure de vinyle.

Les quotients de danger (QD) pour chacun des scénarios sont compris entre 0,0065 et 0,0753 et les excès de risque individuel sont compris entre $1,39 \cdot 10^{-7}$ et $8,76 \cdot 10^{-6}$ (zone 3).

Cette mise à jour confirme que les valeurs sont acceptables et ne remettent pas en cause la compatibilité sanitaire des locaux.

Toutefois, l'ERI maximal pour la zone 3 est proche de la valeur limite d'acceptabilité ($1,0 \cdot 10^{-5}$). Cela confirme la nécessité de procéder à la dépollution de cette zone prioritairement.

Le jour de l'inspection, le rapport SEREA du 2nd semestre 2025 a été consulté. Un nouveau dépassement au droit de la zone 3 est constaté et la mise à jour de l'EQRS réalisée. Selon l'hypothèse d'une dégradation totale en chlorure de vinyle, le QD est maximal à 0,153 et l'ERI à $2,00 \cdot 10^{-5}$, susceptible de remettre en cause la compatibilité sanitaire des locaux. Le caractère prioritaire à réaliser la dépollution de cette zone se confirme.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

→ Pour faire suite au constat précédent, il apparaît prioritaire de réaliser la dépollution de la zone 3. Celle-ci doit démarrer au plus vite.

→ L'exploitant poursuit la surveillance semestrielle de la qualité de l'air ambiant. En cas de nouveau dépassement, une mise à jour de l'EQRS initiale est réalisée afin de caractériser l'acceptabilité

sanitaire.
Le plan de gestion des futures zones à dépolluer est corrélé aux résultats de cette EQRS pour définir quelles zones doivent être traitées prioritairement (après la zone 3).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N°3 : Suivi du drainage des eaux sous le bassin n°5

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/03/2023, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux souterraines
Prescription contrôlée : <u>Inspection du 12/06/2025 :</u> <p>Dans son courrier en réponse transmis le 03/02/25, l'exploitant indique que les essais pilotes seront engagés courant mars 2025. Les justifications du démarrage seront transmis à l'IIC. A l'issue, l'investissement dans un traitement adéquat sera mis en place.</p> <p>Concernant la pollution amont, une hypothèse d'inversion des échantillons « entrée site » et « entrée bassin d'orage » a été soulevée par l'organisme de contrôle. Cette hypothèse a été confirmée par la réalisation en décembre 2024 d'une contre-mesure.</p> <p>Par mail du 08/04/25, l'exploitant a transmis une note méthodologique présentant le calendrier de réalisation : les essais pilotes démarreront courant juin 2025, les travaux seront démarrés en septembre 2025. Le système de traitement sera opérationnel fin 2025.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a justifié, via un mail de la société APAVE du 23/01/2025, qu'une inversion des échantillons avait mené à un constat de pollution à l'entrée du site qui n'était pas avéré. Les résultats de la contre-mesure sont tous inférieurs à la limite de quantification.</p> <p>→ L'exploitant justifie à l'inspection des installations classées que le système de traitement des eaux issues du drainage sous le bassin n°5 sera opérationnel avant la fin de l'année 2025.</p>
Constats : <p>Dans son courrier en réponse du 18/07/2025, l'exploitant annonçait une mise en service pour décembre 2025 de la station de traitement des eaux issues du drainage sous le bassin n°5.</p> <p>En octobre 2025, un Porter à Connaissance a été transmis pour l'implantation du système de traitement. Celui-ci a été acté par voie de Donner Acte du 22/10/2025. Il annonce un démarrage des travaux en décembre 2025, pour une mise en service en mars 2026.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a confirmé que les travaux ont démarré en décembre 2025. Il a précisé que le décalage dans le temps de la mise en place opérationnelle de ce système est dû à l'absence de réponse des prestataires qui ont conduit l'exploitant à les relancer plusieurs fois.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>→ L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées tous les justificatifs permettant de s'assurer de la mise en place du système de traitement des eaux issues du drainage sous le bassin n°5, dès que celui-ci est opérationnel. Pour rappel, le début du traitement était prescrit en septembre 2024. Un APMD pourrait être proposé par l'inspection des installations classées</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N°4 : Vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 57

Thème(s) : Risques chroniques, Dispersion des rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : <u>Inspection du 12/06/2025 :</u> <p>Dans son courrier en réponse du 03/02/2025, l'exploitant a indiqué que les outils internes de résolution de problèmes ont été mis en œuvre et ont permis la mise en place d'un plan d'actions pour revenir à une vitesse d'éjection supérieure à 8 m/s. Il a été constaté que c'est l'ajout d'un étage de filtration supplémentaire qui influençait la vitesse d'éjection des gaz. Les variateurs de vitesse des moteurs d'extraction d'air ont été augmentés afin de pallier à ces pertes de charge.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué que la campagne de contrôle a été réalisée début juin 2025 et qu'il est en attente du rapport. Toutefois, il indique qu'il apparaît que la modification des variateurs de vitesse des moteurs d'extraction n'a pas permis de pallier complètement à ces pertes de charge et que la vitesse d'éjection des gaz est toujours inférieure à 8 m/s.</p> <p>Il a indiqué avoir pris contact avec le fabricant des cabines de peintures, sans n'avoir à ce jour obtenu de réponse.</p> <p>→ L'exploitant poursuit les investigations afin de revenir à une vitesse d'éjection des gaz supérieure à 8 m/s en toute circonstance.</p> <p>Il se rapproche du fabricant des cabines afin d'obtenir la validation du montage du second étage de filtration, le cas échéant il procède à leur remplacement.</p> <p>Une nouvelle mesure, avant la fin de l'année 2025, après les travaux de remise en conformité, devra venir confirmer le retour en conformité.</p>
Constats : <p>Dans son courrier en réponse du 18/07/2025, l'exploitant indique que la non-conformité sur les vitesses d'éjection concerne 3 cabines (alodine A350, ZB12 et W6-5) sur un ensemble de 21 installations. Il s'engageait à se rapprocher du fournisseur afin de vérifier si la mise en place des filtres permettant de répondre aux exigences REACH (abattement de 99 % des émissions de chrome VI) est susceptible d'influencer la vitesse d'éjection.</p> <p>Une nouvelle campagne sera réalisée sur la base des recommandations du fournisseur.</p> <p>Le rapport 2025 de contrôle des rejets atmosphériques, réalisé par la société APAVE le 02/07/2025 met en évidence cette non-conformité (6,1 m/s, 6,5 m/s et 4,9 m/s) au droit des 3 cabines de nouveau.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué ne pas avoir eu de retour sur cette demande et avoir relancé le fournisseur en fin d'année.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>→ L'exploitant poursuit les investigations afin de revenir à une vitesse d'éjection des gaz supérieure à 8 m/s en toute circonstance, tout en maintenant une efficacité d'abattement en chrome VI supérieure à 99 %.</p> <p>Après réalisation des travaux de mise en conformité, une nouvelle mesure devra être effectuée pour confirmer le retour en conformité.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N°5 : Maintenance des filtres

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, articles 60-§9-d et f
Thème(s) : Produits chimiques, Risques chroniques
Prescription contrôlée : <u>Inspection du 12/06/2025 :</u>

Dans son courrier en réponse du 03/02/2025, l'exploitant a transmis la méthode de calcul ayant permis de mesurer l'efficacité des filtres. La campagne de mesure d'efficacité sera réalisée en 2025. Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué que cette mesure d'efficacité se déroulerait sur 2 années : en effet, 5 cabines seront contrôlées en 2025, 5 autres en 2026.

Toutefois, la méthodologie employée n'est réalisée qu'une seule fois durant la durée de vie des filtres. Le résultat d'une cabine ne peut être considéré comme équivalent pour une autre cabine.

Par conséquent, il appartient de mesurer l'efficacité des filtres tout au long de leur durée de vie, et a minima à l'installation (t0), à durée de vie 50 % (t50%) et en fin de vie (t100%).

Le site AIRBUS ATLANTIC de Saint-Nazaire (Boulevard des Apprentis) est en finalisation de production de ces mesures d'efficacité des filtres. La méthodologie de mesure a été validée par l'inspection des installations classées.

→ L'exploitant procède à la mesure de l'efficacité des filtres de l'ensemble des cabines mettant en œuvre des chromates afin de justifier du respect de l'abattement de 99 % du chrome VI prescrit par l'autorisation découlant de "REACH", avant la fin de l'année 2026.

Il est invité à se rapprocher de son homologue sur le site de Saint-Nazaire afin de mettre en œuvre une méthodologie similaire, celle-ci ayant été validée par l'inspection des installations classées.

→ En cas de non-conformité constatée, un plan d'actions est mis en place dans les plus brefs délais pour mise en conformité.

Constats :

Dans son courrier en réponse du 18/07/2025, l'exploitant a transmis un document présentant les mesures d'efficacité de filtration réalisées au droit des cabines présentes dans le bâtiment W6, et notamment les cabines 1, 4, 5, 7, 8 et 9 les 03-04 et 05/06/2025.

Toutes les cabines sont présentées comme ayant des efficacités supérieures à 99 % (sauf la cabine 8). Néanmoins, cette efficacité n'est basée que sur une mesure ponctuelle sans qu'elle ne soit associée à la durée de vie des filtres.

En conséquence, il n'est pas possible de conclure sur l'efficacité de filtration pour chacune des cabines testées, sauf pour la cabine 8 qui affiche un abattement inférieur aux 99%, exigences de la réglementation REACH relative à la mise en œuvre de chromates.

Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué avoir substitué la mise en œuvre de peintures chromatées (PAC 33 remplacée par F69) pour l'ensemble des cabines présentes dans le bâtiment W6, sauf la cabine 3, soit 8 cabines. La peinture mise en œuvre au sein de la cabine 3 est prévue d'être substituée au cours du premier trimestre 2026.

Il n'est, par conséquent, plus nécessaire de mesurer l'efficacité de filtration prescrite par la réglementation REACH au droit de ces cabines. Il reste cependant important de justifier que les cabines restantes mettant en œuvre des chromates respectent l'abattement de 99%, sur toute la durée de vie des filtres.

L'exploitant s'est engagé à faire réaliser ces campagnes en 2026 et 2027 pour l'ensemble des cabines mettant en œuvre des peintures chromatées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

→ L'exploitant procède à la mesure de l'efficacité des filtres de l'ensemble des cabines mettant en œuvre des chromates afin de justifier de l'abattement de 99 % du chrome VI prescrit par la réglementation REACH.

→ En cas de non-conformité constatée, il dresse un plan d'actions dans les plus brefs délais.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N°6 : Émissions atmosphériques de Chrome VI

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/03/2023, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques de CrVI
Prescription contrôlée : <u>Inspection du 12/06/2025 :</u> Dans son courrier en réponse du 03/02/25, l'exploitant a transmis une méthodologie de détermination du flux maximal selon 2 hypothèses : débit de rejet maximal et concentration de Cr VI maximale (sur la base des deux dernières années de mesures). Le flux maximal relevé est de 0,36 g/h, ne nécessitant pas la réalisation d'une EQRS. → L'exploitant met à jour ce calcul de flux maximal tous les ans sur la base des résultats du contrôle des rejets atmosphériques de l'année en cours.
Constats : Par mail du 10/10/2025, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées du dépassement du respect du flux horaire de 0,5 g/h d'émissions de chrome VI, constatée lors du contrôle annuel des rejets atmosphériques (rapport APAVE du 02/07/2025). Ce dépassement correspond à un flux de 0,61 g/h. Dans son mail, l'exploitant annonce avoir sollicité une mise à jour de l'EQRS afin de caractériser un éventuel risque sanitaire. En parallèle, il a procédé à l'analyse des causes du dépassement et a effectué un changement préventif des filtres des cabines 2 et 9. Il a également procédé au nettoyage anticipé des cabines 1, 2, 6, 7, 8 et 9 du bâtiment W6, les plus émettrices. Par mail du 10/12/2025, il a transmis la mise à jour de l'EQRS et a indiqué procéder de manière progressive à la substitution des peintures chromatées au sein du bâtiment W6 par des peintures non chromatées. Cette mise à jour a été réalisée selon 3 scénarii : 1. Travailleur de la zone industrielle - voie inhalation seule ; 2. Habitant résidant dans un immeuble et consommant des produits en circuit court ; 3. Habitant résidant dans une habitation avec jardin et auto-consommant les produits de sa production. Les résultats démontrent l'acceptabilité sanitaire : 1. $QD = 8,75 \cdot 10^{-4}$ et $ERI = 1,41 \cdot 10^{-7}$; 2. $QD = 9,14 \cdot 10^{-4}$ et $ERI = 2,62 \cdot 10^{-8}$; 3. $QD = 2,37 \cdot 10^{-3}$ et $ERI = 1,42 \cdot 10^{-7}$. Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué que la substitution était effective sur 8 des 9 cabines du bâtiment W6 (voir point de contrôle n°4), représentant 74 % des émissions de chrome VI du site. Il a précisé que le dépassement était possiblement lié aux opérations de maintenance et à une dérive d'application manuelle des produits.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : → Une fois la substitution de la peinture chromatée au sein de la dernière cabine du bâtiment W6 réalisée, l'exploitant procède à un nouveau contrôle des rejets atmosphériques spécifique sur les émissions de chromate. Ce contrôle comprend l'ensemble des cabines mettant toujours en œuvre des chromates. Le rapport est transmis, commenté, à l'inspection des installations classées dès réception.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N°7 : Registre MCP

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 20/12/2018, articles R.515-114, R.515-115 et R.515-116
Thème(s) : Actions nationales 2025, Recensement installations MCP
Prescription contrôlée : <u>Inspection du 12/06/2025 :</u> En amont de l'inspection, l'exploitant a transmis le descriptif de l'ensemble des installations de combustion présentes sur le site. 4 installations dont la puissance est supérieure à 5 MW sont identifiées : K33 Chaudière 3EC, W11, P19 et ZN43. Seule l'installation P19 est référencée dans le registre rendu obligatoire par l'arrêté du 2 janvier 2019 précisant les modalités de recueil de données relatives aux installations de combustion moyennes. Il est nécessaire que celui-ci soit complété, dans un premier temps, avec les autres installations de combustion dont la puissance est supérieure à 5 MW. Dans un second temps, il devra également être complété quand la nouvelle installation de combustion (chaufferie biomasse) sera mise en service fin 2025. → L'exploitant complète les données relatives à ses installations de combustion dont la puissance est supérieure à 5 MW dans les plus brefs délais. Il confirme à l'inspection des installations classées la réalisation de cette démarche. L'adresse pour procéder à cette déclaration est la suivante : https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/installations-de-combustion-moyennes-mcp-recueil-d
Constats : Dans son courrier en réponse du 18/07/2025, l'exploitant a confirmé que les déclarations des installations de combustion de plus de 5 MW ont été effectuées le 09/07/2025. En fonction de la stratégie de chauffe qui sera retenue après la mise en place de la chaufferie biomasse, des déclarations complémentaires pour les installations C09 et P20 seront réalisées. Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué que la chaufferie biomasse a été réceptionnée le 08/01/2026. La stratégie de chauffe n'est cependant pas encore établie, elle devrait être finalisée pour l'été 2026.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : → L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées la stratégie de chauffe sélectionnée définissant si les installations C09 et P20 correspondent à des installations de secours ou des installations de fonctionnement nominal du site, dès que celle-ci est finalisée. Si les installations précitées ne sont pas des équipements de secours, il procède à la déclaration à cette adresse : https://demarche.numerique.gouv.fr/commencer/installations-de-combustion-moyennes-mcp-recueil-d
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N°8 : VLE chaudières (existantes)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 10-III
Thème(s) : Actions nationales 2025, P>5MW autorisées avant le 01/01/2014
Prescription contrôlée : <u>Inspection du 12/06/2025 :</u>

<p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté le rapport de la société BUREAU VERITAS du 26/01/2024 relatif au contrôle des rejets atmosphériques des installations de combustion.</p> <p>L'ensemble des valeurs limites d'émission (VLE) est conforme et n'appelle pas de commentaire de la part de l'inspection des installations classées.</p> <p>Seule la vitesse d'éjection de l'appareil ZN43-1 est inférieure (3.79 m/s) à la vitesse minimale requise (5 m/s) et nécessite une action de remise en conformité de l'exploitant.</p> <p>Par ailleurs, il a été indiqué par l'organisme de contrôle, pour l'appareil K33, "une impossibilité de mesurer le débit et la vitesse d'éjection". Des précisions sont à apporter sur cette impossibilité, et des travaux afin de permettre cette mesure sont à mettre en place.</p> <p>→ L'exploitant justifie des travaux de remise en conformité réalisés au droit de l'appareil ZN43-1 afin de revenir à une vitesse d'éjection conforme.</p> <p>Il justifie également des travaux réalisés au sein de l'appareil K33 afin de permettre la mesure du débit et de la vitesse d'éjection. En cas d'impossibilité, au regard de l'ancienneté de celle-ci, il le justifie également.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans son courrier en réponse du 18/07/2025, l'exploitant a indiqué avoir rappelé au prestataire d'exploitation des chaufferies et à l'organisme de contrôle l'importance de réaliser des mesures de vitesse d'éjection et le respect des seuils définis par la réglementation.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué que la dernière campagne de mesures s'était achevée le 09/01/2026.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>→ L'exploitant transmet le rapport de contrôle des rejets atmosphériques des appareils à combustion, commenté, dès réception de celui-ci.</p> <p>En cas de non-conformité constatée, il joint un plan d'actions accompagné de son échéancier de mise en œuvre.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N°9 : Système de traitement des fumées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 16</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Système de traitement de fumées</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Inspection du 12/06/2025 :</u></p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'aucun appareil de combustion n'est équipé de système de traitement des fumées.</p> <p>Toutefois, la chaufferie biomasse qui sera mise en place fin 2025 en sera équipé. L'exploitant s'est engagé à respecter les dispositions de cet article, et notamment à mettre en place une procédure sur la conduite à tenir en cas de défaillance dudit système de traitement des fumées.</p> <p>→ L'exploitant transmettra à l'inspection des installations les justificatifs de la mise en place d'une procédure d'exploitation relative à la conduite à tenir en cas de panne ou de dysfonctionnement sur le système de traitement des fumées de la chaufferie biomasse.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a précisé être en cours de rédaction de la procédure relative à la conduite en cas de dysfonctionnement du système de traitement des fumées de la chaufferie biomasse.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

→ L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées la procédure à mettre en œuvre en cas de dysfonctionnement du système de traitement des fumées de la chaufferie dès sa finalisation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N°10 : Contrôle des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2019, articles 9.1 et 10.1

Thème(s) : Risques chroniques, Périodicité de contrôle

Prescription contrôlée :

Article 9.1

I. - Seuils de consommation et valeurs limites d'émissions

Les émissions de composés organiques volatils des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique n°1978 ne dépassent pas les valeurs limites d'émission dans les gaz résiduels et les valeurs limites d'émissions diffuses, ou les valeurs limites d'émission totale, énoncées dans les annexes I et II du présent arrêté.

Article 10.1

Dans les autres cas, des mesures périodiques sont effectuées par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement :

- au moins une fois par an si la consommation de solvants est supérieure à 1 tonne par an ;
- au moins tous les 3 ans si la consommation de solvants est inférieure à 1 tonne par an.

Trois valeurs de mesure au moins sont relevées au cours de chaque campagne de mesures.

Constats :

Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué ne pas être au courant de l'obligation réglementaire de contrôle annuel des émissions des cabines de peinture (mettant en œuvre des chromates ou pas).

L'inspection des installations classées lui a rappelé la nécessité de procéder au contrôle de chacune des cabines, annuellement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

→ L'exploitant procède au contrôle des rejets atmosphériques de chacune des cabines de peintures annuellement. Si des substances à mention de danger visées aux articles 9.1 et 10. sont mises en œuvre, il prête attention à ce que la VLE retenue soit la bonne.

→ Un contrôle des rejets atmosphériques de l'ensemble des cabines devra être réalisé en 2026, le rapport commenté transmis à l'inspection des installations classées.

En cas de non-conformité, un plan d'actions accompagné de son échéancier de mise en œuvre sera fourni.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois